

Bulletin du FMI

BILAN DE SANTÉ ÉCONOMIQUE

La Tunisie résiste bien à la crise, mais le chômage persiste

Bulletin du FMI en ligne
Le 10 septembre 2010



Ouvrière du textile à Tunis : le gouvernement élabore une stratégie de promotion des exportations pour stimuler la croissance (photo : AFP/Getty Images/Fethi Belaid)

- Les réformes structurelles et des politiques prudentes amortissent l'impact de la crise
- La forte dépendance à l'égard de l'Europe rend incertaines les perspectives à court terme
- À moyen terme, les principaux défis sont essentiellement de doper l'emploi et de renforcer le secteur financier

L'économie tunisienne s'en est plutôt bien tirée pendant la crise mondiale, mais le principal défi du pays reste à doper une croissance créatrice d'emplois et à réduire le chômage, annoncent les économistes du FMI. Dans son bilan de santé annuel de l'économie tunisienne, le FMI a conclu que la croissance devrait atteindre 3,8 % en 2010, après avoir rétrogradé à 3 % en 2009 sous l'effet de la crise mondiale. Cependant, après avoir chuté à 12,4 % en 2007 puis à 13,3%, le chômage est à nouveau en progression et demeure relativement élevé, notamment chez les jeunes diplômés.

« Si les politiques et les réformes envisagées par les autorités, destinées à rendre la Tunisie plus compétitive, à développer de nouveaux marchés et à appuyer de nouvelles sources de croissance dans les secteurs qui présentent une haute valeur ajoutée, portent leurs fruits, la croissance de la Tunisie pourrait progressivement se hisser à 5 % en moyenne entre 2010 et 2014, » précise le rapport du FMI.

Le ralentissement en Europe présente des risques

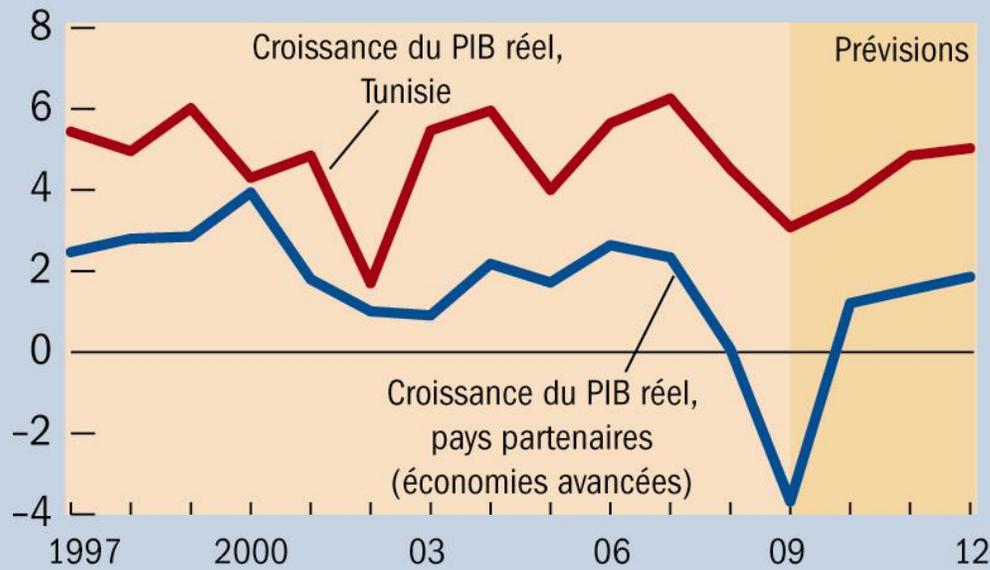
Au cours des deux dernières décennies, ce pays d'Afrique du Nord a entrepris diverses grandes réformes structurelles pour améliorer le climat des affaires et rendre l'économie plus compétitive. Ces réformes, accompagnées d'une gestion macroéconomique prudente, ont permis de réduire la vulnérabilité de l'économie tunisienne aux chocs — y compris à la crise financière mondiale — et ont diversifié les moyens de défense des autorités.

Mais la reprise économique du pays est fragilisée car, d'après les projections, la croissance chez les principaux partenaires commerciaux de la Tunisie ne devrait progresser que de 1,2 % en 2010 et 1,5 % en 2011. Qui plus est, les risques de détérioration des perspectives de la reprise en Europe — qui est de loin le partenaire le plus important de la Tunisie en matière d'exportations, de recettes touristiques, d'envois de fonds des travailleurs expatriés et des investissements directs étrangers — se sont nettement aggravés ces mois derniers ce qui compromet les perspectives à court terme du pays, conclut le FMI dans son évaluation.

Un destin partagé

Les perspectives de la Tunisie sont sérieusement menacées par le ralentissement de la croissance chez ses partenaires économiques.

(pourcentage)



Source : autorités tunisiennes et projections des services du FMI.

Grâce à une gestion macroéconomique prudente, la Tunisie dispose encore d'une certaine marge de manœuvre, notamment au niveau de la politique budgétaire, pour faire face aux éventuels risques extérieurs. Il faudra néanmoins que les autorités restent vigilantes face à d'éventuelles pressions inflationnistes, à la récente détérioration du solde des transactions courantes et à la baisse des réserves extérieures.

Enjeux à moyen terme

Pour atteindre les objectifs à moyen terme qui consistent à doper une croissance créatrice d'emplois et à réduire le chômage, les autorités tunisiennes sont en train d'élaborer une stratégie de diversification des marchés et des produits pour promouvoir les exportations. À cette fin, elles ont signé un accord commercial préférentiel avec l'Union économique et monétaire ouest-africaine et sont en train de négocier des accords de libre-échange avec la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale. Des négociations bilatérales sont aussi en cours avec l'Union européenne pour étendre l'Accord d'association aux services, aux produits agricoles et aux produits alimentaires transformés ; l'accord porte actuellement sur le libre-échange des produits industriels.

Les autorités ont aussi recensé un certain nombre de réformes des politiques du marché du travail, du système de l'éducation et des services publics de l'emploi qui faciliteront la mobilité de la main-d'œuvre et permettront de mieux faire concorder l'offre et la demande sur le marché du travail. La mise en œuvre de ces réformes sera appuyée par plusieurs prêts de la Banque mondiale à l'appui de la politique de développement.

Consolider les défenses

Pour maintenir un environnement macroéconomique stable qui favorise l'emploi et la croissance, il faut aussi fermement maîtriser les dépenses, ajoute l'évaluation du FMI, et en ce sens, la réforme du système de la sécurité sociale est indispensable. Les autorités sont actuellement en pourparlers avec les partenaires sociaux sur la réforme des retraites afin de consolider la viabilité financière du système. Le rapport rappelle aussi qu'il serait souhaitable que les autorités envisagent des moyens de contenir les subventions aux produits alimentaires et combustibles.

Les autorités entreprennent également des réformes destinées à rendre le régime fiscal plus favorable aux entreprises. Les comparaisons avec les autres économies à marché émergent montrent que la fiscalité pèse assez lourdement sur les entreprises tunisiennes et qu'il devrait être possible d'accroître le rendement des taxes à la consommation. Pour promouvoir les investissements privés et l'emploi, les autorités entendent réduire les taux d'imposition des entreprises et compenser ces réductions par une hausse du taux effectif de la TVA et un élargissement de l'assiette fiscale moyennant l'élimination d'exonérations, note le rapport.

Pour doper la croissance, la stratégie tunisienne prévoit aussi un train de mesures destinées à renforcer le secteur financier en rendant les banques plus solides et en leur faisant jouer un rôle plus important dans l'économie, en restructurant le système bancaire public et en accroissant la présence des banques tunisiennes à l'étranger. Le but ultime est de faire de la Tunisie une plaque tournante de services bancaires et un marché financier régional.

Pour permettre au pays de mieux s'adapter à l'évolution de l'environnement économique mondial, les autorités ont aussi l'intention de moderniser le cadre de la politique monétaire en introduisant le ciblage de l'inflation et en autorisant la convertibilité du dinar et la libéralisation des transactions extérieures d'ici à 2014. Le FMI estime que cette stratégie exigerait d'importants travaux préparatoires, notamment un nouveau renforcement du système bancaire et un approfondissement des marchés des changes, monétaire et de capitaux. Le rapport note aussi qu'il serait souhaitable que les autorités s'appuient davantage sur les taux d'intérêt dans le ciblage opérationnel de leur politique monétaire.